

Et l'Etat du Viet Nam fut créé...

Par G.N.C.D. JJR 65



Nda : Résumer en quelques pages la naissance de l'Etat du Việt Nam, qui a existé de 1949 à 1955 et qui aura pour successeur la République du Việt Nam morte en 1975, est une gageure. J'ai voulu néanmoins le faire pour aider les jeunes de ma famille qui pourraient manquer de connaissances élémentaires dans ce domaine. Si ce texte peut paraître très perfectible car écrit en quelques jours, je n'en serai pas surpris, du moins aurai-je essayé.

Le 26 avril 1949, un avion spécial d'Air France décolle de Singapour avec à son bord Bảo Đại, ex-empereur d'Annam, et atterrit à Dalat, où l'ancien empereur quittant Paris va prendre ses quartiers dans sa villa d'avant-guerre, délaissant à la fois Hà Nội où le gouvernement de la République Démocratique du Việt Nam de Hồ Chí Minh avait été déclaré en septembre 1945, Huế ancienne capitale impériale d'où était parti Bảo Đại en 1945, et Saigon, ancienne capitale de l'éphémère République Autonome de Cochinchine déclarée en 1946. Bảo Đại revenait en tant que « Sa Majesté Bảo Đại, Chef de l'Etat », un Etat du Việt Nam désormais indépendant reconnu par la France, qui avait initialement reconnu la République Démocratique de Hồ Chí Minh en 1946 mais dont l'indépendance avait fait l'objet de discussions non closes, avant de la combattre militairement à partir des « événements de Hà Nội » de décembre 1946.

« J'ai décidé, pour des raisons de courtoisie, de ne pas me préciter sur Saigon. C'est pourquoi j'ai choisi d'atterrir à Dalat, en Annam », dira l'ex-empereur plus tard dans ses mémoires. La raison en était bien plus simple : il ne voulait surtout pas se retrouver à Saigon otage des Cochinchinois, dont le territoire venait juste d'être réintégré au sein du Việt Nam quelques jours auparavant, et dont le sentiment autonomiste restait assez vivace après une séparation d'avec le reste du Việt Nam ayant duré presque huit décennies.

Bảo Đại au 1^{er} plan à droite, suivi au 2^e plan à droite de Nguyễn Văn Xuân, Saigon, 1949 →



La Cochinchine a été en effet l'enjeu initial des négociations de 1946 entre la RDVN de Hồ Chí Minh et les Français à Dalat puis à Fontainebleau. Cet enjeu a été saisi par l'Amiral Thierry d'Argenlieu, féal de De Gaulle mais encore Haut-Commissaire français en Indochine en titre à ce moment, et qui poussa à la création d'une république cochinchinoise séparatiste au moment où allaient débiter les négociations à Fontainebleau entre Français et Vietnamiens.

Par les effets de la politique intérieure française, la même Cochinchine venait en ce mois d'avril 1949 d'être réintégrée à l'ensemble national vietnamien, par le truchement du nouvel Etat du Việt Nam, et après un vote officiel de l'Assemblée Nationale française suivant un vote de l'Assemblée Territoriale cochinchinoise comprenant des Vietnamiens et des Français autochtones.

De l'eau avait largement coulé sous les ponts depuis 1945.

Les événements vus de France

La France du GPRF (Gouvernement Provisoire de la République Française) de De Gaulle avait lancé en mars 1945 une déclaration sur l'avenir de l'Indochine Française après la guerre, tellement floue qu'aucun vrai nationaliste vietnamien ne pouvait se sentir satisfait. C'est qu'entre 1940 et 1945, l'Indochine Française avait du accueillir sous la pression japonaise 35 000 soldats japonais en stationnement. Les autorités militaires japonaises ne s'étaient pas privées de saper l'autorité locale française, et paradoxalement, l'Amiral Decoux gouverneur général en Indochine de 1940 à 1945 avait laissé entrevoir – pour des raisons d'isolement - aux Vietnamiens un futur meilleur après la fin de la guerre mondiale.

Dès son retour sur le sol français, De Gaulle envisagea tout simplement de réaffirmer le pouvoir français au Việt Nam, après avoir songé en 1944 – pour masquer ce retour - faire remonter sur le trône l'ancien empereur Duy Tân, exilé en

1916 après sa tentative infructueuse de révolte. Mais Duy Tân était mort peu après dans un accident d'avion. Ne restait plus que la force, Bảo Đại ayant abdiqué en août 1945, si les Français ne voulaient pas reconnaître la RDVN. Par ailleurs, et à partir de fin 1945, la politique française allait être sous la coupe d'un système tripartite : SFIO (socialiste), MRP (démocrate-chrétien), et PCF (communiste). Ces 3 forces coexistant vaille que vaille aboutirent au départ de De Gaulle, excédé, au début de 1946. Ce ne fut qu'avec l'exclusion du PCF en 1947 que cessa le tripartisme. Ce qui revient à dire que de 1945 à 1947, tout l'effort français pour son retour en Indochine - y compris militaire - avait été approuvé par le PCF : même parti « internationaliste » pour les communistes, peut-être, mais intérêt national français d'abord.

Entretemps, la République Démocratique du Viêt Nam avait été proclamée en septembre 1945 à Hà Nội par Hồ Chí Minh et son mouvement le Việt Minh, devançant les autres partis vietnamiens.

L'« affaire » de Hải Phòng de fin novembre 1946 avait rompu les ponts entre les Français et le Việt Minh, après une année difficile et perdue en entretiens et conférences stériles. Et pourtant... La France, prise de court car absente du Tonkin en septembre 1945, avait d'abord reconnu la RDVN de Hồ Chí Minh en tant qu'Etat coopérant avec l'ancienne puissance tutrice. Seul restait le sort de la Cochinchine. Territoire constitutionnellement français car cédé officiellement par traités en 1862 et 1867, il fallait un vote de l'Assemblée Nationale française sur tout changement de son statut. Une partie des Cochinchinois, outre les colons français autochtones, ne se reconnaissaient pas dans la RDVN. Le tout reçut la bénédiction de Thierry d'Argenlieu, qui poussa à la création d'une République Autonome en mars 1946, ladite création ayant lieu officiellement en juin. Or, en ce mois de juin 1946, la RDVN avait envoyé Hồ Chí Minh négocier avec la France, après la conférence inutile de Dalat 3 mois auparavant. La Conférence de Fontainebleau allait se voir aussi stérile, et Hồ Chí Minh après avoir été initialement reçu en Chef d'Etat à Paris dut revenir à Hà Nội en septembre les mains vides, à l'exception d'un « modus vivendi » déterminant la coexistence entre les Français et le Vietnamiens sans trancher sur le fond : la Cochinchine.

Bao Dai avec le GI Nguyen Van Hinh, chef d'état-major des forces armées VN ; derrière, Nguyen Huu Tri, gouverneur du Nord

Dès novembre 1946 avec l'épisode sanglant de Hải Phòng, la RDVN et le CEFEQ (corps expéditionnaire français en Extrême Orient) devenaient des adversaires classiques, le gouvernement français (dont le PCF) approuvant les opérations militaires. Dès lors, et à partir de décembre 1946, les Français se retrouvaient de nouveau en guerre en Indochine, avec un interlocuteur devenu non valable car « rebelle » et retranché dans le maquis. Dès 1948, l'ampleur des combats atteignait un tel seuil – après un net ralentissement en 1947 – que la France songea à préparer une porte de sortie faute de troupes nombreuses : le contingent, c'est-à-dire les appelés, ne pouvaient aller en Indochine et seuls les engagés volontaires y étaient, dont la Légion Etrangère alors représentant le cinquième du CEFEQ et qui comptait moins de 100 000 hommes en 1948.



On pensa en France à voir avec Bảo Đại comment il pourrait revenir au pouvoir avec une alliance française. Celui-ci, infiniment plus fin que ce que l'on dira plus tard sur lui, était encore officiellement Conseiller du gouvernement de la RDVN depuis 1945 après son abdication. Il avait profité du voyage d'une délégation de la RDVN en Chine dont il faisait partie pour y rester, puis pour s'installer chichement à Hong Kong ensuite. Les Services Civils français en Indochine le recontacta dès 1946 et facilita à partir de ce moment sa vie matérielle, à tout hasard.

Les événements vus sur place.

De la capitulation japonaise d'août 1945 et jusqu'en mars 1946, la moitié nord du Viêt Nam était officiellement sous contrôle chinois nationaliste (Tchang Kai Tchek) et sous contrôle anglais, selon les accords de Potsdam. Les Français n'avaient pas été consultés pour ces accords.

Au nord, les Vietnamiens allaient voir très vite qu'une occupation chinoise militaire n'était pas sans dureté ; dans la réalité, les chefs chinois dont Lữ Hán avaient pour but et intérêt de piller au maximum le pays, d'autant qu'ils y avaient des alliés dont le VNQDD Vietnamien, parti nationaliste non-communiste. Ces derniers considéraient les Chinois comme une assurance contre la mainmise du Việt Minh de la RDVN, contrôlé par les communistes. Au sud, et dès septembre 1945, les troupes de Leclerc étaient arrivées et ont pu « nettoyer » surtout la Cochinchine et une partie de l'Annam, le tout facilité par les troupes anglaises du général Gracey qui se retirèrent rapidement. Très rapidement, Hồ Chí Minh et son gouvernement de la RDVN allaient s'apercevoir qu'il valait mieux traiter de nouveau et rapidement avec les Français afin

d'accélérer le départ des Chinois, d'où le retour avec accord mutuel franco-vietnamien des troupes françaises de Leclerc à Hà Nội dès mars 1946. Finalement, les Chinois se retirèrent.

L'idylle temporaire franco-vietnamienne n'allait durer que quelques mois. Dès la conférence de Dalat en mars 1946, les positions n'allaient plus bouger ; après la fin de cette conférence , et comme le commenta un Vietnamien, « nous n'étions d'accord que sur une seule chose : le fait d'être d'accord sur rien ». Le tout sur fond de gronde cochinchinoise.

Les Sudistes avaient gardé un souvenir très désagréable de l'épisode de septembre 1945 durant lequel les communistes de Trần Văn Giàu avaient pris le pouvoir à Saigon : tueries et vengeance étaient les maîtres-mots ; lesdits sudistes y compris la bourgeoisie avaient néanmoins soutenu pour partie la révolte. Le retour des troupes françaises de septembre avait calmé le jeu mais le feu couvait toujours, avec une guerrilla vietminh faible mais non écrasée, d'autant que le retour des Français s'accompagnait souvent en province cochinchinoise d'exactions très mal ressenties par les villageois. Entretemps, les sentiments autonomistes augmentaient, exploités immédiatement par Thierry d'Argenlieu et le clan des colons français. Pourtant, cette matérialisation de l'autonomisme par la naissance en juin 1946 de la République Autonome de Cochinchine n'empêcha pas la Conférence de Fontainebleau de débiter, avant de sombrer dès août.

Hồ Chí Minh ne voulait pas quitter Paris où il avait été reçu en chef d'Etat, après son acceptation du retour des Français à Hà Nội en dépit de l'incompréhension du menu peuple. Après l'échec de la conférence de Dalat, ce nouvel échec à Fontainebleau cette fois sur la consistance réelle de l'indépendance et liée en sus à la réintégration de la Cochinchine comportait des risques politiques personnels pour lui. C'est au moment de quitter Paris qu'il arracha un « modus vivendi » à Marius Moutet, ministre des Colonies, lui permettant de rentrer avec un minimum. Ses lieutenants, Phạm Văn Đồng et Võ Nguyên Giáp, comprirent dès lors que la lutte armée devait redémarrer et s'y préparèrent



De ce moment, et tandis que la République Autonome de Cochinchine allait sombrer (peu de personnel compétent, pas de vraie administration aux mains des autochtones, pas de moyens, condescendance à peine déguisée des Français) en moins de deux ans et avec le suicide de son premier président Nguyễn Văn Thinh, les incidents se multiplièrent au nord du pays.

← 1952- Fête nationale de l'Etat du VN

Arriva « l'incident de Hải Phòng » en novembre 1946. Un simple contrôle français d'un bateau dans le port du nord dégénéra rapidement en combat violent entre Français et Vietnamiens. Un mois après , le 19 décembre, éclata la bataille rangée entre les 2 parties, à Hà Nội même, après une période de tension grandissante. En peu de jours, le gouvernement de la RDVN et son appareil, l'organisation du Việt Minh, évacuèrent la ville et se replièrent vers la Haute-

Région, où Hồ Chí Minh manqua même d'être arrêté lors d'une opération militaire de 1947 , ou dans la clandestinité.

La position de Bảo Đại

Jusqu'en 1946, l'ex-empereur ayant abdicé en août 1945 était resté d'une loyauté parfaite avec Hồ Chí Minh , et tint son rôle de conseiller du gouvernement de la RDVN, étant même « élu » député républicain à l'Assemblée nationale de la RDVN. Il n'en était pas dupe, car conscient de ce qu'il représentait (une façade pour le gouvernement) et de ce qu'il valait encore dans la réalité : un membre du gouvernement vietnamien étant étonné d'être accompagné d'un parasol signe d'autorité, l'ancien empereur lui expliqua que représentant de l'empereur déchu pour ce voyage, il avait droit à ce signe de rang, instinctivement de la part de la population respectueuse, car il remplaçait Bảo Đại...

Il était également conscient de la rancune des Français contre lui, suite à sa « trahison » quand il accepta l'indépendance de la part d'un Japon chancelant et près de la défaite, le 10 mars 1945. De plus en plus en situation matérielle très précaire après son installation à Hong Kong, il avait même dû à un moment « vivre aux crochets » d'une danseuse. Cette période, durant laquelle il donna libre cours à des excès dans sa vie privée, lui fera un tort immense plus tard, quand on parlera de l'empereur jouisseur. Il n'en a cure apparemment, car doté d'un cynisme profond allant de pair avec un sens aigu de la nature du pouvoir politique , en dépit d'une éducation alourdie par la tradition confucéenne le rendant encore plus impénétrable que nature : quelque chose de l'ancien empereur confucéen restait, et dont il était extrêmement conscient. Les événements du début de 1947 vont lui permettre de jouer sa carte personnelle.

1947 , année charnière

Le 1^{er} avril 1947 arrive à Saigon un nouveau Haut-Commissaire de France, Bollaert. Deux jours plus tard, la France annonce officiellement qu'elle étudiera toute demande d'armistice de la part du Việt Minh. A ce moment là, rappelons-le,

le PCF est encore au gouvernement en France, même s'il s'abstient de voter sur la politique indochinoise. Vers la même période, le 1^{er} mars, les USA par la voix du président Truman annoncent qu'ils aideront tout peuple victime de mouvements minoritaires armés (comprendre : les communistes) : la guerre froide débutait. Sautant sur l'occasion, tous les partis écartés de fait ou par élimination physique par le gouvernement de la RDVN communiste déguisé, dont le Đồng Minh Hội, le VNQDD (Việt Nam Quốc Dân Đảng) et les sectes politico-religieuses (Hoà Hảo, Cao Đài, à l'exception du Bình Xuyên encore du côté vietminh à ce moment là) crée en Chine un Front d'Union Nationale proclamant pour chef Bảo Đại. Au nord et au centre du Việt Nam, tous les mouvements nationalistes non communistes se rassemblent contre le Vietminh: un Comité de gestion est créé à Hà Nội avec comme chef un ancien ministre de Hồ Chí Minh, au centre un Comité de gestion similaire naît, dirigé par un ancien mandarin. Au sud, et sous la pression, le gouvernement cochinchinois autonome de Nguyễn Văn Xuân va se muer à terme en gouvernement provisoire du sud-Việt Nam en 1948.

Sentant grandir l'ombre de l'ancien monarque, Hồ Chí Minh s'empresse alors de ne pas rejeter des négociations. Les conditions françaises qui lui sont présentées par Paul Mus sont tellement dures qu'elles sont écartées. Les dés sont bien définitivement jetés, car peu de jours auparavant, les ministres français du parti communiste ont été démis de leur fonction par Ramadier, président du conseil. Le tripartisme n'existe plus en France, et jusque dans les années 1950, ce sera le centre-droit qui sera au pouvoir en France. Hồ Chí Minh n'a plus d'oreille au sein du gouvernement français. Pire pour la RDVN à ce moment là, la situation sur le terrain était à son apogée pour les Français : chute du taux de combats, organisation encore élémentaire des forces armées vietminh, tout semblait être à l'avantage du CFEQ dans le futur immédiat. Manquait un point : un interlocuteur. Il ne restait aux yeux des Français qu'une personne susceptible de jouer ce rôle, Bảo Đại.

Ci-dessous, sortie de la promotion « Trần Hưng Đạo » de l'académie militaire de Dalat présidée par Bao Dai

Ce dernier n'a ni la carrure politique d'un Hồ Chí Minh, ni sa persévérance. Cependant il a pour lui la conscience de son rang, un reste de légitimité historique, et un sens aigu du poker politique. Il lance alors – pour la première fois depuis son abdication – un message aux Vietnamiens via le journal L'union Française, dans lequel il annonce sa disponibilité pour toute médiation car se voulant encore neutre. L'appel cristallise la position française entre pro-Hồ Chí Minh de plus en plus silencieux et minoritaires, et les partisans d'un retour de Bảo Đại au pouvoir, même si on se méfie encore de ce monarque qui les a « trahis » deux ans auparavant.



Dès août 1947, une manifestation monstre se déroule à Huế demandant le retour de Bảo Đại. Répétition en septembre à Hà Nội et à Huế, tandis que le sud autonomiste se range également derrière Bảo Đại : fin de partie pour une république autonomiste cochinchinoise. Bảo Đại franchit le dernier pas : il convoque à Hong Kong au 9 septembre des émissaires de tous les mouvements non communistes, y compris ceux installés en Chine (le VNQDD). Ces représentants publient une résolution demandant « à l'unanimité » à Bảo Đại de prendre le pouvoir et entamer des négociations avec la France. Bollaert répond le jour suivant par une déclaration à Ha Dong incluant le mot *indépendance*, mais en vietnamien. Le 15 septembre, le Vietminh fustige cette fausse indépendance car sans diplomatie ni armée nationale, du moins dans l'immédiat. Sur quoi Bảo Đại s'adresse directement aux Vietnamiens par une déclaration dans laquelle il accepte de revenir, fustige la « dictature » (comprendre : celle des communistes), et dit vouloir obtenir l'indépendance et l'unité nationale (comprendre : le rattachement définitif de la Cochinchine).

Dès le 10 décembre, une première rencontre entre Bollaert et l'ex-monarque (ce dernier « à titre personnel ») a lieu dans la baie d'Ha Long, au cours de laquelle Bảo Đại paraphe seulement une déclaration commune sur l'indépendance future, sans la signer. Seulement, cette déclaration a un protocole qui comporte une série de restrictions sur la future souveraineté vietnamienne. Réaction négative des responsables du « Comité de gestion » du Centre Việt Nam, du Sud-Việt Nam encore officiellement république autonome, et de Ngô Đình Diệm, tous trois mandés à Hong Kong le 19 décembre. Bảo Đại décide alors de se retirer temporairement du jeu en allant à Genève. De son côté, Bollaert se rend compte qu'il a forcé la dose, et va faire une série de va-et-vients inutiles à Genève. Arrive l'an 1948

Bảo Đại va garder la main tout en maintenant le contact avec la France, en faisant tenir une sorte de congrès le 29 mars 1948 à Hong Kong réunissant de nouveau tous les partis non communistes, à la fin duquel il demande la création d'un gouvernement central vietnamien provisoire qui négociera avec la France. Le 24 avril arrive à Hong Kong une délégation

de l'agonisante République Autonome de Cochinchine pour finaliser la fin du séparatisme cochinchinois, et la composition d'un gouvernement central provisoire vietnamien. Sondé, Diệm, déjà pratiquant du tout (l'indépendance totale) ou rien, décline la proposition de diriger ce gouvernement. Le général Nguyễn Văn Xuân sera alors désigné. Ce gouvernement central provisoire enfin mis sur pied le 27 mai arrive à Hong Kong le 29 mai pour être adoubé par l'ancien monarque.

Finalement une nouvelle rencontre aura lieu dans la Baie d'Ha Long le 5 juin 1948, réunissant Bollaert pour la France, Nguyễn Văn Xuân pour le Việt Nam, en présence de Bảo Đại. Une déclaration commune sera faite le même jour, par laquelle la France reconnaît solennellement « l'indépendance du Việt Nam auquel il appartient de réaliser librement son unité », tandis que le Việt Nam proclame son « adhésion à l'Union Française en qualité d'Etat associé à la France et dont l'indépendance n'a d'autres limites que celles imposées par son appartenance à l'Union Française ».

Restait le problème de la suppression *en France* du statut de territoire français de la Cochinchine car seul un vote de l'Assemblée Nationale française peut faire disparaître sa situation de colonie française, à la condition que les Cochinchinois eux-mêmes demandent cette disparition. L'affaire dura jusqu'en 1949, période durant laquelle Bảo Đại décida de ne pas rentrer au Việt Nam tant que le problème ne sera pas réglé. En dépit des multiples combats d'arrière-garde et des volte-faces de dernière minute des gouvernements successifs français (la moyenne des cabinets de ce temps atteignait quelques mois) et des colons français de Cochinchine, les Français durent se résigner à créer une Assemblée Territoriale Cochinchinoise composée de Vietnamiens et de Français, qui vota finalement son rattachement au Việt Nam le 23 avril 1949. Bảo Đại quitta Paris dès le 24 avril pour le Việt Nam, comme nous l'avons vu au début de ce texte. L'Etat du Viet Nam était désormais en place.

Il fallait organiser l'Etat, et constituer un gouvernement.

L'Etat du Việt Nam avec à sa tête « Sa Majesté, Chef de l'Etat » n'a pas de forme institutionnelle. L'Ordonnance N°1 de Bảo Đại précise que ce régime particulier demeurera « jusqu'au moment où, la paix rétablie, le peuple dans sa grande sagesse du régime qu'il veut se donner ». Il est à noter que Bảo Đại reconnaîtra toujours que son abdication a été de son plein gré et non sous la menace des émissaires du Việt Minh à Huê en 1945. Un retour direct à la monarchie aurait pourtant simplifié les choses pour lui sans nulle protestation car il lui suffisait de prétendre que son départ du trône lui a été extorqué: il ne le voulut jamais. Ce fut un manque politique de sa part, mais ce fut également à son honneur. Une deuxième Ordonnance précise la création de trois régions: le Nord, le Centre, et le Sud, dirigées chacune par un gouverneur nommé par le Chef de l'Etat. Ces 2 ordonnances serviront de base constitutionnelle au pays, avec des décrets précisant les détails administratifs divers, dont la création d'un « Domaine de la Couronne » regroupant les régions des Haut-Plateaux où vivent les Montagnards, peuple originel du Việt Nam refoulé vers les hauteurs montagneuses par l'impérialisme vietnamien des siècles précédents. L'expression « Domaine de la Couronne » parle d'elle-même: l'Etat du Việt Nam n'est rien d'autre qu'une monarchie qui ne dit pas son nom. Retour donc à l'avant-1945. D'ailleurs et dans cette logique, il existera de fait une Maison Impériale en charge de la famille impériale, dont les membres seront toujours appelés par leurs titres: la Reine-mère Đức Từ Cung, l'Impératrice Nam Phương, le prince héritier Bảo Long etc.

Le premier gouvernement de l'Etat du Viet Nam voit le jour le 1^{er} juillet 1949, avec à sa tête Bảo Đại lui-même, ayant pour vice-président du Conseil et ministre de la Défense Nguyễn Văn Xuân. Une semaine auparavant et comme prévu, le gouvernement central provisoire du Việt Nam, sous Nguyễn Văn Xuân, avait démissionné. Bảo Đại se retirera du gouvernement avec l'apparition du cabinet de Nguyễn Phan Long en janvier 1950.

Une armée nationale voit le jour dès 1949 (fortement développée en 1951 sous la pression de De Lattre de Tassigny en 1951) simultanément avec une administration nationale, une diplomatie avec des ambassadeurs à Londres, à Rome et à Washington mais en concordance avec celle de l'Union Française, c'est-à-dire avec la France.

L'Etat du Viet Nam fonctionnera jusqu'en 1955 sous cette forme, avec pour fond la guerre dite d'Indochine, et sombrera par un référendum truqué destituant Bảo Đại, organisé en 1955 par Ngô Đình Diệm nommé premier ministre par Bảo Đại en juin 1954, après le désastre militaire de Điện Biên Phủ le mois précédent.

G.N.C.D.

Bibliographie très partielle :

- Histoire du Việt Nam de 1940 à 1952, par Philippe Devillers, Editions du Seuil, Paris, 1952
- Les guerres d'Indochine (Tome 1), par Philippe Franchini, Editions Pygmalion 1988
- Le Dragon d'Annam, par Bảo Đại, éditions Plon, 1980
- Sociologie d'une guerre, par Paul Mus, Le Seuil, 1950
- Le Việt Minh 1945-1960, par Bernard Fall, Ed. A. Colin, 1960
- Histoire d'une paix manquée, par J. Sainteny, éditions Fayard, 1967
- Les communistes français et la Guerre d'Indochine 1944-1954, par A. Ruscio, ed. L'Harmattan, 1985